



## Arrêt

**n° 244 886 du 26 novembre 2020**  
**dans les affaires X et X/ X**

**En cause :** 1. X  
2. X  
3. X, représentée par ses parents X et X

**ayant élu domicile :** au cabinet de Maître J. RICHIR  
Place de la Station 9  
5000 NAMUR

**contre :**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

### **LE PRÉSIDENT DE LA X<sup>ème</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 5 mars 2020 pour X, « *de nationalité indéterminée* », contre une décision d'irrecevabilité, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides le 19 février 2020 (affaire X).

Vu la requête introduite le 25 mars 2020 par X et par X, qui déclarent être « *de nationalité indéterminée* », contre deux décisions de refus prises par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides le 19 février 2020 (affaire X).

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu les dossiers administratifs.

Vu la note d'observations dans l'affaire X.

Vu les ordonnances du 23 octobre 2020 convoquant les parties à l'audience du 23 novembre 2020.

Entendu, en son rapport, P. VANDERCAM, président de chambre.

Entendu, en leurs observations, les parties requérantes assistées par Me J. RICHIR, avocate, et la partie défenderesse représentée par Mme S. DAUBIAN-DELISLE, attaché.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **I. Jonction des affaires**

1. Dans leurs requêtes (première branche du moyen unique), les parties requérantes soulignent qu'elles sont frère et sœurs, qu'elles ont introduit leurs demandes de protection internationale le même jour par la voie d'un même courrier de leur avocat, qu'elles ont été auditionnées le même jour par la partie défenderesse, et qu'elles invoquent des éléments communs à l'appui de leurs demandes.

Elles contestent le choix de la partie défenderesse de scinder ses décisions en une décision d'irrecevabilité d'une part, et deux décisions de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire d'autre part, et estiment que leurs recours doivent être examinés conjointement.

2. Au vu de ce qui précède, le Conseil n'aperçoit pas de raisons majeures de s'opposer à la jonction des deux recours.

## II. Faits pertinents de la cause

3. Les parties requérantes sont arrivées en Belgique le 14 février 2018 accompagnées de leurs parents.

Le 23 février 2018, leurs parents ont introduit une demande de protection internationale qui, en application de l'article 57/1, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980, est réputée avoir été également introduite en leurs noms en tant que mineurs accompagnant. Cette demande a été rejetée par la partie défenderesse, en raison de déclarations mensongères au sujet de leur identité et de leur lieu de provenance.

Le 10 août 2018, leurs parents ont introduit une nouvelle demande de protection internationale qui, toujours en application de l'article 57/1, § 1<sup>er</sup>, précité, est réputée avoir été introduite en leurs noms. Cette demande ultérieure a été déclarée irrecevable par la partie défenderesse le 20 février 2019. Le recours introduit contre cette décision a été rejeté par le Conseil le 5 juin 2019 (arrêt n° 222 274 dans l'affaire 230 311).

4. Le 13 août 2019, les parties requérantes ont introduit une demande de protection internationale en leurs noms propres.

5. Le 19 février 2020, la partie défenderesse a pris, à l'égard des première et deuxième parties requérantes, deux décisions de « *refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire* ».

Il s'agit des actes attaqués dans l'affaire enrôlée sous le numéro X.

6. Le même jour, la partie défenderesse a pris, à l'égard de la troisième partie requérante, une décision d'irrecevabilité de sa demande, en qualité de mineur accompagnant.

Il s'agit de l'acte attaqué dans l'affaire enrôlée sous le numéro X.

## III. Appréciation du Conseil

7. Dans leurs demandes de protection internationale, les parties requérantes ont, en substance, invoqué les éléments suivants :

- des craintes en Jordanie, aux Emirats Arabes Unis et en Grèce, en raison de la conversion religieuse de deux membres de la famille (leur père, ainsi que la première partie requérante) ;
- des discriminations et autres manifestations de racisme à l'égard des Palestiniens installés en Jordanie ;
- des restrictions et atteintes aux droits et libertés en Jordanie, et en particulier les pressions auxquelles les femmes sont soumises pour se plier à un mode de vie traditionnel ou encore à des mariages forcés ;
- des difficultés et critiques en Jordanie, du fait qu'elles fréquentaient une école chrétienne ;
- des conditions de vie difficiles et pénibles, pour elles et pour leurs parents, en Grèce où elles ont toutes reçu un statut de protection internationale lors de leur passage dans ce pays.

8.1. Dans la décision de refus prise à l'égard de la première partie requérante, la partie défenderesse relève en substance : (i) que d'importantes omissions et incohérences affectent ses déclarations concernant les craintes liées à sa conversion religieuse, les craintes similaires de son père ayant quant à elles été jugées dénuées de toute crédibilité ; (ii) que les craintes liées à sa fréquentation d'une école chrétienne en Jordanie, ne reposent sur aucun élément précis, concret et significatif ; (iii) que le racisme et les discriminations à l'égard des Palestiniens installés en Jordanie, ne constituent pas des persécutions, mais sont la conséquence de limitations administratives liées au statut d'étranger ; (iv) que les craintes de ne pas pouvoir vivre librement en Jordanie ne sont étayées d'aucun exemple personnel concret, et se révèlent purement hypothétiques ; (v) que l'examen des problèmes rencontrés en Grèce a perdu toute pertinence, dès lors qu'elle ne peut faire valoir ni crainte fondée de persécutions, ni risque réel d'atteintes graves, en cas de retour en Jordanie d'où elle est originaire ; et

(vi) que les divers documents produits à l'appui de la demande sont dénués de pertinence ou de force probante suffisante pour établir le bien fondé des craintes alléguées, ou ont déjà été écartés dans le cadre des précédentes procédures d'asile engagées en son nom.

8.2. Dans la décision de refus prise à l'égard de la deuxième partie requérante, la partie défenderesse relève en substance : (i) que le racisme et les discriminations à l'égard des Palestiniens installés en Jordanie, ne constituent pas des persécutions, mais sont la conséquence de limitations administratives liées au statut d'étranger, notant pour le surplus que son père, d'origine palestinienne, a pu faire des études supérieures et y faire carrière ; (ii) que ses craintes liées à la condition féminine en Jordanie, ne sont étayées d'aucun exemple personnel concret, notant pour le surplus que sa mère a pu y faire des études supérieures et y occuper un emploi dans une banque, et n'a relaté aucun problème de cet ordre dans le cadre de sa propre demande ; (iii) que ses craintes d'être mariée de force en Jordanie sont d'autant plus hypothétiques qu'elles ne reposent sur aucun élément concret, et que rien, dans son environnement familial, ne laisse augurer d'une telle pratique, sa propre mère ayant pu se marier librement et ses parents la voyant comme une personne libre ; (iv) que concernant le port du voile et de vêtements amples, les remarques ou critiques éventuellement encourues en Jordanie pour ne pas s'y conformer ne constituent pas une persécution ou une atteinte grave, sa mère, qui a quant à elle très peu porté le voile en Jordanie, n'ayant elle-même invoqué aucune crainte particulière à cet égard ; et (v) que l'examen des problèmes rencontrés en Grèce a perdu toute pertinence, dès lors qu'elle ne peut faire valoir ni crainte fondée de persécutions, ni risque réel d'atteintes graves, en cas de retour en Jordanie d'où elle est originaire.

8.3. Dans la décision d'irrecevabilité prise à l'égard de la troisième partie requérante, prise sur la base de l'article 57/6, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, de la loi du 15 décembre 1980, la partie défenderesse relève en substance que l'intéressée fonde sa demande « *exclusivement sur les mêmes motifs que ceux invoqués par [ses] parents à l'appui de leurs demandes du 14 février 2018 et du 10 août 2018 dont les décisions sont désormais finales. En effet, [elle invoque] des problèmes liés à la conversion de [son] père, le racisme envers les palestiniens de Jordanie sans pouvoir présenter de faits personnels et les conditions de vie dans les camps en Grèce. Ces éléments avaient déjà été invoqués par [ses] parents dans le cadre de leur demande de protection internationale (notes des entretiens personnels et questionnaires CGRA de [ses] parents, farde bleue). Aussi bien le Commissariat général que le Conseil du contentieux des étrangers ont conclu que ces craintes n'étaient pas fondées.* ». Elle conclut dès lors que la demande de la troisième partie requérante, qui n'a pas présenté « *de faits propres qui justifient une demande distincte dans [son] chef* », est irrecevable.

9. Le Conseil constate que les différents motifs des décisions attaquées se vérifient à la lecture des dossiers administratifs et sont pertinents.

Faisant siens ces mêmes motifs, le Conseil estime qu'ils suffisent à justifier le refus d'octroi d'une protection internationale aux première et deuxième parties requérantes, et à justifier l'irrecevabilité de la demande de protection internationale de la troisième partie requérante.

10. Dans leurs requêtes, les parties requérantes ne fournissent aucun argument convaincant de nature à invalider ces motifs.

11. A titre liminaire, le Conseil note que les trois parties requérantes, qui déclarent être « *de nationalité indéterminée* », sont toutes les trois nées en Jordanie d'une mère de nationalité jordanienne et d'un père d'origine palestinienne bénéficiant, selon leurs dires, de la protection de l'UNRWA. Elles y ont vécu jusqu'à leur départ en 2012, et y disposaient de documents de voyage qui ont été délivrés par les autorités jordaniennes et dont elles se sont servis pour se rendre aux Emirats Arabes Unis en 2012, puis en Grèce en 2017. Leur séjour d'environ cinq ans aux Emirats Arabes Unis était par ailleurs lié au travail de leur père dans ce pays.

En l'absence de nationalité déclarée ou établie, il y a dès lors lieu, conformément à l'article 1<sup>er</sup>, section A, paragraphe 2, de la Convention de Genève, et à l'article 48/4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980, d'examiner leurs demandes de protection internationale au regard du pays où elles avaient leur résidence habituelle, en l'occurrence la Jordanie.

12. S'agissant des craintes liées à la conversion de certains membres de la famille, il ressort des éléments du dossier que celles-ci ne reposent sur aucun fondement crédible et avéré.

Ainsi, le père des parties requérantes a tenu en la matière des propos passablement incohérents qui ont été soulignés par le Conseil dans son arrêt n° 222 274 du 5 juin 2019 (point 3.2.), et qui empêchent de prêter foi à cette conversion et aux problèmes allégués dans ce cadre. Le fait que l'intéressé ait totalement omis de signaler la conversion de la première partie requérante en 2011, alors qu'il s'agissait d'un élément central des craintes alléguées, aggrave d'autant plus ces incohérences, que la première partie requérante tient à son tour des propos divergents de ceux de son père quant aux problèmes rencontrés dans ce contexte précis.

La requête n'apporte en la matière aucune explication convaincante. Elle se limite en substance à rappeler certains propos de la première partie requérante, ce qui n'apporte aucun éclairage neuf en la matière. Elle reproche également à la partie défenderesse de n'avoir pas assez interrogé l'intéressé au sujet de la réalité de sa foi. Or, celui-ci a bel et bien été questionné sur son cheminement spirituel et sur sa conversion, mais ses réponses passablement creuses, convenues et superficielles - pour quelqu'un qui a changé de religion en 2011 et qui, selon l'attestation jointe à la requête (annexe 2), assiste « depuis 2018 » au culte « chaque dimanche » et « aux conférences du samedi » - ne convainquent nullement de la réalité de cette conversion. Quant à l'excuse de son jeune âge lors de l'incendie de leur maison, elle n'est pas plus convaincante : il avait en effet 13-14 ans (si cet incendie a eu lieu en 2015), voire 15-16 ans (s'il a eu lieu en 2017). Le fait que cet incident serait survenu quand la famille vivait tantôt aux Emirats Arabes Unis, tantôt en Grèce, soit deux périodes de vie bien distinctes pour la première partie requérante, ne fait qu'aggraver cette incohérence chronologique. La requête n'apporte par ailleurs aucun élément d'appréciation nouveau, consistant et concret pour établir la réalité de la conversion alléguée.

L'attestation de l'*Eglise Protestante Arabe* de Bruxelles (requête de la première partie requérante : annexe 2), ne fournit aucun éclairage convaincant pour pallier les nombreuses incohérences relevées, et pour établir la réalité de ses craintes en Jordanie. Pour le surplus, le simple fait de fréquenter une communauté protestante en Belgique n'est pas suffisant pour établir la réalité d'une conversion.

Quant aux informations relatives à la liberté religieuse en Jordanie, jointes aux requêtes (annexes 13 à 16), elles sont sans pertinence en l'espèce : en effet, en l'état actuel du dossier, les conversions au protestantisme alléguées ne sont pas tenues pour établies.

Les craintes alléguées en la matière ne peuvent dès lors pas être tenues pour établies.

13. S'agissant des craintes liées à la fréquentation d'une école chrétienne en Jordanie, les parties requérantes n'ont apporté aucun élément concret, précis et significatif à l'appui de leurs allégations, la seule référence, par la première partie requérante, à quelques propos isolés et passablement anodins étant totalement insuffisante à cet égard.

Les requêtes ne formulent aucun argument concret en la matière.

Ces craintes ne reposent dès lors sur aucun fondement tangible.

14. S'agissant des contraintes sociétales en Jordanie, liées entre autres au genre, au mode de vie traditionnel ou encore au contexte religieux, les première et deuxième parties requérantes ne font état d'aucun problème précis et concret dans leur chef personnel, et s'en tiennent à des généralités dénuées de toute contextualisation individuelle.

S'agissant en particulier de la situation des femmes, le constat que la mère des parties requérantes, qui est de nationalité jordanienne, a elle-même accompli des études supérieures, a travaillé dans une banque, n'a pas été mariée de force, n'a relaté aucun problème lié à son genre ou au fait qu'elle n'avait pas l'habitude de porter le voile, et considère, avec son mari, que leurs enfants sont des êtres libres, achève de priver ces craintes de tout fondement sérieux.

Les requêtes ne formulent aucun argument en la matière.

15. S'agissant des allégations de discrimination et de racisme à l'égard des réfugiés palestiniens en Jordanie, les requêtes se limitent en substance à renvoyer à de précédentes déclarations et explications sur le sujet, mais n'opposent aucun argument circonstancié au constat que le père des parties requérantes, réfugié palestinien en Jordanie, a grandi sans problème dans ce pays, a pu accomplir des études supérieures, et occupait un emploi à responsabilité dans une société étrangère installée dans le

pays, et que la famille y jouissait manifestement d'un bon niveau de vie. Quant à l'accès limité à certains droits et avantages en raison de leur statut de non-nationaux, il ne constitue pas, tel que décrit, une persécution ou une atteinte grave au sens des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

Pour le surplus, la thèse qu'en cas de retour en Jordanie, le mariage des parents des parties requérantes « *sera annulé ce qui contraindra la famille à être séparée* », situation qui n'est pas « *dans l'intérêt* » de la troisième partie requérante dont « *la maman risque de perdre la garde* », est, en l'état actuel du dossier, passablement spéculative.

16. S'agissant des conditions de vie des bénéficiaires de protection internationale en Grèce, il convient d'observer, à l'instar de la partie défenderesse dans les décisions prises à l'égard des première et deuxième parties requérantes, qu'en l'absence de crainte de persécutions ou risque d'atteintes graves en cas de retour en Jordanie où elles avaient leur résidence habituelle, il n'est plus nécessaire d'examiner les autres craintes et risques invoqués en cas de retour en Grèce.

En ce qui concerne la troisième partie requérante, la partie défenderesse a constaté à raison que les éléments invoqués en la matière par l'intéressée (de mauvaises conditions d'hébergement et de sécurité à Samos et à Lakadikia) avaient déjà été invoqués par ses parents dans le cadre de leurs demandes, et ne constituent dès lors pas des éléments « *qui justifient une demande distincte dans son chef* » au sens de l'article 57/6, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, de la loi du 15 décembre 1980. A cet égard, le Conseil rappelle avoir déjà répondu auxdits parents que l'examen de ces éléments était devenu superflu, dès lors que les intéressés ne démontraient pas qu'ils ne pouvaient pas rentrer en Jordanie, leur pays d'origine voire de nationalité (arrêt n° 222 274 du 5 juin 2019, point 3.3).

Dans leurs requêtes, les parties requérantes se limitent à renvoyer à leurs précédentes déclarations et à divers documents d'informations sur la situation des réfugiés en Grèce (annexes 3 à 7), mais n'opposent aucun argument convaincant au constat qu'elles ne font valoir aucune crainte fondée de persécutions ni risque réel d'atteintes graves en Jordanie, qui est en l'occurrence leur pays de résidence habituelle. Rien ne les contraint dès lors à rentrer en Grèce, si elles ne le souhaitent pas.

17. S'agissant du fondement juridique des décisions attaquées, l'article 57/6, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, prévoit une simple faculté - et non l'obligation - pour la partie défenderesse, de déclarer irrecevable la demande de protection internationale d'une personne qui bénéficie déjà d'une telle protection dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

Pour le surplus, les obligations de motivation pesant sur la partie défenderesse, ne lui imposent pas de justifier pourquoi elle met en œuvre des procédures qu'elle est légalement habilitée à appliquer, ni pourquoi elle ne choisit pas d'en appliquer d'autres.

Quant à l'intérêt supérieur de l'enfant, ce principe important, qui doit guider les instances d'asile dans la prise de leurs décisions, n'implique toutefois pas de devoir systématiquement et automatiquement accueillir favorablement une demande de protection internationale, dès lors qu'elle serait introduite par ou pour un enfant.

18. S'agissant de l'audition des parties requérantes et de l'attitude de l'officier de protection, les griefs concernant les entretiens réalisés à l'Office des Etrangers sont peu pertinents, dans la mesure où les décisions attaquées se fondent essentiellement sur les notes de l'entretien personnel du 20 novembre 2019 devant la partie défenderesse.

Pour le surplus, l'officier de protection qui a assuré lesdits entretiens, a pris note de la remarque concernant le jeune âge des intéressés, et rien ne démontre concrètement qu'il n'en a pas tenu compte pour la suite. Les entretiens semblent en l'occurrence s'être bien déroulés, certaines questions ont été reformulées quand c'était nécessaire, et rien n'indique que les intéressés n'ont pas eu l'opportunité de s'exprimer sur les faits qui fondent leurs demandes.

Le Conseil note encore que les parties requérantes étaient à l'époque âgées de 18 ans et de 15 ans, ce qui leur confère un certain degré de maturité leur permettant de s'exprimer elles-mêmes, et que si l'attestation psychologique du 6 novembre 2019 fait état, dans le chef de la première partie requérante, d'humeur dépressive, de problèmes de concentration, et de manifestations d'anxiété (dossier administratif, *farde Documents*, pièce 13), ce document reste néanmoins très réservé sur le diagnostic des troubles constatés, et ne met pas en évidence l'existence de troubles mnésiques ou de difficultés

cognitives majeures, qui la rendraient incapable de s'exprimer sur les faits qui fondent sa demande. Ce document est dès lors insuffisant pour établir que l'intéressé serait dans une situation de vulnérabilité particulière qui aurait requis des aménagements procéduraux spécifiques.

Dans une telle perspective, la circonstance que l'officier de protection concerné n'a pas transmis à leur avocat une attestation de formation pour l'audition d'enfants et de personnes vulnérables, ne saurait suffire à justifier l'annulation des décisions attaquées.

19. Au vu des développements qui précèdent, les moyens ne sont pas fondés.

En conséquence, les recours doivent être rejetés.

20. Le Conseil, n'apercevant aucune irrégularité substantielle qu'il ne saurait réparer et estimant disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires, a rejeté les recours. Les demandes d'annulation formulées en termes de requêtes sont dès lors sans objet.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Les affaires X et X sont jointes.

**Article 2**

La qualité de réfugié n'est pas reconnue aux première et deuxième parties requérantes.

**Article 3**

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé aux première et deuxième parties requérantes.

**Article 4**

La demande de protection internationale de la troisième partie requérante est irrecevable.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six novembre deux mille vingt par :

M. P. VANDERCAM, président de chambre,

M. P. MATTA, greffier.

Le greffier,

Le président,

P. MATTA

P. VANDERCAM